



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 12 juin 2025

## **Unité Départementale de la Marne**

**Nos réf. : n°**

**Affaire suivie par :**

**Tél. : 03 10 42 28 00**

**Courriel : [ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet :** Société SUEZ RV NORD EST (ISDND) – La Côte Plate à HUIRON

Demande de modification (conditions de surveillance des lixiviats bruts et traités, structure de la couverture final des casiers de déchets).

**PJ :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

L'exploitation du centre de stockage de déchets non-dangereux (ISDND) de Huiron est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2005-A-55-IC du 5 juillet 2005. Ce centre est réglementée par l'arrêté préfectoral consolidé n° 2019-APC-048-IC du 25 avril 2019 et par des arrêtés préfectoraux complémentaire de 2021 et 2022.

L'exploitant SUEZ RV NORD EST a déposé le 31 mars 2025 une demande de modification des conditions de surveillance des lixiviats bruts et traités.

Le présent rapport propose d'encadrer les modifications autorisées à travers un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement :

Vérifié par le Chef du Pôle Ressources :

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne pour le Directeur Régional, l'adjoint au Chef du service Prévention des Risques Anthropiques :

## **1. RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES ICPE**

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

*« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.*

*En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »*

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L.181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous : *« la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

- 1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2*
- 2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [aucun arrêté actuellement en vigueur]*
- 3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »*

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement rappelées ci-après :

*« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ».*

## **2. MODIFICATION 1 : SURVEILLANCES DES LIXIVIATS BRUTS**

Le centre de stockage de déchets non-dangereux de Huiron est encadré par l'arrêté préfectoral consolidé n° 2019-APC-048-IC en date du 25 avril 2019, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2021-APC-126-IC du 9 août 2021 et 2022-APC-214-IC du 16 décembre 2022.

Le site est également soumis au respect de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

### **2.1 Demande de l'exploitant : allègement de la surveillance des lixiviats bruts**

Situation actuelle : les lixiviats bruts traités en interne sont contrôlés conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié. Dans le cadre de ce contrôle, les substances du tableau 3 de l'Annexe I ont été recherchées afin de vérifier leur présence, notamment :

- Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)
- Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS)
- Quinoxylène
- Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD
- Aclonifène
- Bifénox
- Cybutryne
- Cyperméthrine
- Hexabromocyclododécane (HBCDD)

- Heptachlore et époxyde d'heptachlore
- Nonylphénols

L'exploitant indique que les résultats des campagnes d'analyses trimestrielles réalisées depuis 2022 montrent que :

- L'ensemble des mesures réalisées sont nettement inférieures à la valeur limite de concentration de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 (25 µg/l) pour l'ensemble des paramètres ci-dessus ;
- Les concentrations sont systématiquement inférieures à la limite de quantification pour les substances suivantes : quinoxylène, aclonifène, bifénox, cybutryne, hexabromocyclodécane (HBCDD) et nonylphénols ;
- Pour les dioxines et composés de type dioxines, les valeurs mesurées sont de l'ordre du picogramme / litre.

L'annexe II de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, prévoit dans son alinéa 3 : « *Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.* »

**Compte tenu des résultats présentés ci-dessus, l'exploitant sollicite donc l'abandon du suivi des substances du tableau 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 - à l'exception de l'Arsenic qui fait déjà l'objet d'un suivi au titre de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25/04/2019.**

## **2.2 Avis de l'Inspection**

Conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 qui prévoit dans son alinéa 3 que : « *Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.* » un abandon de suivi des substance ne peut pas être envisagé. Seule la fréquence du suivi peut être adaptée.

Sur la base des résultats fournis par l'exploitant, l'inspection fait les constats suivants :

- l'exploitant dispose de suffisamment de campagnes de mesures (12 campagnes) pour que les données de surveillance soient représentatives des émissions ;
- toutes les données de surveillance concernées par la demande étant inférieures à 40 % de la valeurs limite de concentration (25 µg/l), les émissions peuvent être considérées comme stables et une nouvelle fréquence de surveillance peut être mise en place ;
- toutes les données de surveillance concernées par la demande étant inférieures à 25 % de la valeurs limite de concentration (25 µg/l), la surveillance peut être adaptée pour passer d'une fréquence trimestrielle à une fréquence annuelle. L'abandon de suivi des substances n'est pas autorisé.

**L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de modifier la fréquence trimestrielle des substances suivantes en une fréquence annuelle, pour les substances suivantes :**

- Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)
- Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS)
- Quinoxylène
- Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD
- Aclonifène
- Bifénox
- Cybutryne
- Cyperméthrine
- Hexabromocyclododécane (HBCDD)
- Heptachlore et époxyde d'heptachlore
- Nonylphénols

### **3. MODIFICATION 2 : SURVEILLANCE DES LIXIVIATS TRAITÉS**

#### **3.1 Demande de l'exploitant : suppression de la surveillance des lixiviats traités (perméats)**

L'article 4.3.8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2019 encadre le fonctionnement des installations de traitement des lixiviats. Ces derniers sont traités soit :

- dans un centre externe de traitement de déchets ;  
ou
- dans une première installation interne de traitement des lixiviats bruts par évaporation (type LIXIVALT), qui ne génère pas de rejets d'effluents liquides ;
- dans une seconde installation interne de traitement par osmose inverse (type QUADRO) séparant les concentrats et les perméats. Les perméats produits sont alors traités par évaporation (VAPOTHERM) par valorisation de l'énergie produite via une torchère destinée à la destruction du biogaz.

L'article 4.3.8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 Avril 2019 impose que les perméats fasse l'objet d'un contrôle annuel des paramètres définis à l'article 4.3.11 du même arrêté, à savoir les paramètres de surveillance des eaux de ruissellement.

Dans sa demande, l'exploitant précise que les perméats ne sont pas rejetés au milieu naturel mais évaporés en séparant une nouvelle fois les eaux des concentrats. Il sollicite donc l'abandon de la surveillance annuelle des perméats (T°C, pH, conductivité, MES, DCO, DBO5, azote global, COT, phosphore total, phénol, métaux totaux, chrome VI, cadmium, plomb et hydrocarbures totaux).

#### **3.2 Avis de l'Inspection**

Les perméats n'étant pas rejetés au milieu naturel (cours d'eau ou infiltration) mais traités dans une installation d'évaporation, l'Inspection n'est pas opposée à la suppression des analyses sollicitées par l'exploitant.

**L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet d'abroger la surveillance des lixiviats traités (perméats) qui ne sont pas rejetés directement au milieu naturel.**

### **4. MODIFICATION 3 : AMÉNAGEMENT DE LA COUVERTURE FINALE**

#### **4.1 Demande de l'exploitant : constitution de la couverture finales des casiers**

Par courrier du 26/09/2022, l'exploitant avait fait une demande de modification de la structure des couvertures finales des subdivisions 19 et suivantes, encadrée par l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-APC-48-IC du 25/04/2019.

Pour rappel, l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-APC-48-IC du 25/04/2019 était un aménagement autorisé aux prescriptions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, accordé à l'exploitant.

L'exploitant souhaite donc ne plus bénéficier de cet aménagement et se conformer uniquement à l'arrêté ministériel du 15/02/2016 sur ce point.

#### **4.2 Avis de l'Inspection**

L'Inspection avait déjà rendu un avis favorable à la demande de l'exploitant par un courrier en date du 10/11/2022.

L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet d'abroger l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-APC-48-IC du 25/04/2019 et de rendre à nouveau applicable l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

## **5. CONCLUSION**

En référence à l'analyse qui précède, les modifications examinées ici sont jugées non-substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement car :

- elles ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;
- elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Les prescriptions d'exploitation en vigueur nécessitent toutefois d'être complétées dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement, par un arrêté préfectoral complémentaire, dont le projet est joint au présent rapport.